

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1998 B 05735

Numéro SIREN : 421 218 132

Nom ou dénomination : ALLIANCE HEALTHCARE REPARTITION

Ce dépôt a été enregistré le 31/01/2022 sous le numéro de dépôt 3064

Pour copie certifiée conforme

l'original

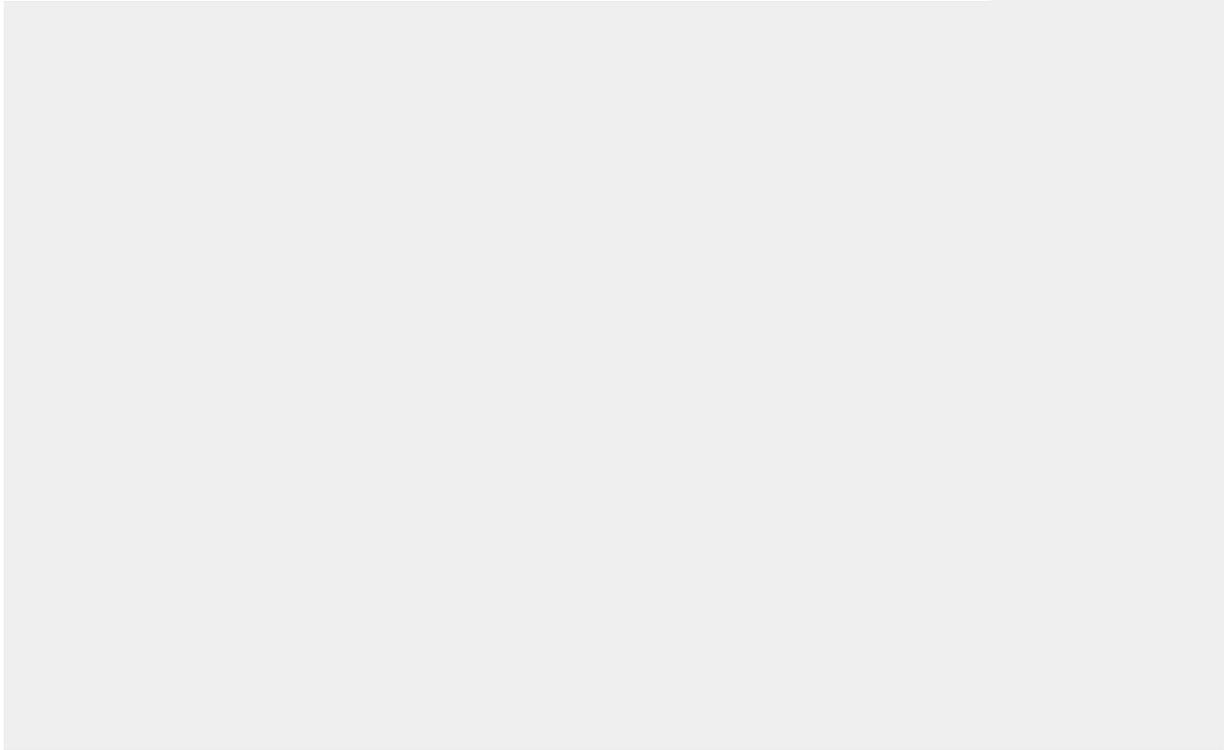
A handwritten signature in black ink, appearing to be 'S. J. P.', written over a horizontal line.

**ALLIANCE HEALTHCARE SERVICES
France**

222 Rue des Caboeufs

92230 GENNEVILLIERS

Comptes au 31/08/2021



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	2
Bilan - Passif	3
Compte de résultat	4

Annexes

Faits marquants et notes sur les états financiers	7
Principes règles et méthodes comptables	9
Immobilisations	12
Amortissements	13
Provisions et dépréciations	14
Créances et dettes	15
Charges à payer	16
Produits à recevoir	17
Charges et produits constatés d'avance	18
Ventilation du chiffre d'affaires	19
Eléments sur les postes des entreprises liées	20
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	21
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	22
Variation des capitaux propres	23
Affectation des résultats soumise à approbation de l'AG	24
Composition du capital social	25
Effectif moyen	26
Engagements hors bilan	27

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/08/2021	31/08/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	558 902		558 902	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	558 902		558 902	
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 820 285	16 425	1 803 860	814 968
Autres créances	269 178		269 178	81 826
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités				
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	3 632		3 632	3 062
ACTIF CIRCULANT	2 093 095	16 425	2 076 670	899 856
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	2 651 997	16 425	2 635 572	899 856

Rubriques		31/08/2021	31/08/2020
Capital social ou individuel	(dont versé : 50 000)	50 000	50 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecarts de réévaluation	(dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	129	129
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		-166 900	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		68 499	-166 900
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES		-48 272	-116 771
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges		77 331	19 125
PROVISIONS		77 331	19 125
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		786 725	324 517
Dettes fiscales et sociales		582 382	195 137
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		95 069	
Autres dettes		1 142 337	477 848
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance			
DETTES		2 606 512	997 502
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL		2 635 572	899 856

Rubriques	France	Exportation	31/08/2021	31/08/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	169 022		169 022	380 924
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	169 022		169 022	380 924
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			4 737 308	855 938
Autres produits			2	31
PRODUITS D'EXPLOITATION			4 906 333	1 236 893
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			1 028	
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			2 684 637	1 024 303
Impôts, taxes et versements assimilés			38 416	7 253
Salaires et traitements			1 664 342	283 338
Charges sociales			384 663	65 988
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			58 206	19 125
Autres charges			2	2
CHARGES D'EXPLOITATION			4 831 294	1 400 008
RESULTAT D'EXPLOITATION			75 039	-163 114
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			6 540	3 786
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			6 540	3 786
RESULTAT FINANCIER			-6 540	-3 786
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			68 499	-166 901

Rubriques	31/08/2021	31/08/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	4 906 333	1 236 893
TOTAL DES CHARGES	4 837 834	1 403 794
BENEFICE OU PERTE	68 499	-166 901

Annexes

Faits marquants

La société est depuis le 1er juin 2021 filiale de la société AmeriSource Bergen Corporation, société cotée américaine, spécialisée dans le commerce de gros de médicaments.

La société n'a sollicité aucun des dispositifs de soutien mis en place par le gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du Covid 19. Les conséquences économiques de la crise sanitaire ne remettent pas en cause la présentation des comptes sociaux de l'exercice.

Changement de méthodes comptables

Néant

Notes sur le bilan

Bilan :

Le capital est entièrement libéré.

La société ne détient pas d'actions propres.

Les charges constatées d'avances à moins d'un an s'établissent à 4 K€.

Actif immobilisé :

Les immobilisations incorporelles sont constituées des investissements en cours pour réaliser la plateforme de formation.

Etat des créances :

Les créances clients s'élèvent à 1 820 K€ dont 1 690 K€ de créances clients groupe.

Capital social :

La société est depuis le 1er juin, filiale indirecte de la société AmerisourceBergen Corporation, société de droit américain.

Les comptes sont consolidés AmerisourceBergen Corporation, 1 West First Avenue, Conshohocken PA 19428, USA.

Etat des dettes :

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent à 787 K€ et incluent 451 K€ de dettes fournisseurs vis-à-vis du groupe.

Les éléments relatifs à la TVA sont constitués de la TVA collectée.

Les autres taxes sont constituées de la formation et apprentissage, de la CFE et de la CVAE.

Les dettes groupe et associés incluent l'avance de trésorerie pour 1 053 K€ et les intérêts associés pour 2 K€.

Notes sur le compte de résultat

Les produits et charges d'exploitation ne comprennent pas de produits ou charges relatifs à des exercices antérieurs.

Les comptes de transfert de charges pour 4 737 K€ comprennent les refacturations des prestations de téléphonie fournies aux sociétés AHR, ALCURA et ALLOGA et sont principalement constituées des couts du personnel intérimaire, et du personnel propre AH SERVICES dédié à ces activités.

Les charges de loyers ne comprennent pas de redevance de crédit-bail mobilier ou immobilier.

Les charges financières sont constituées de charges d'intérêts versées aux entreprises liées à hauteur de 7 K€.

Eléments concernant les entreprises liées

Les créances clients et comptes rattachés totalisent 1 690 K€ dont 300 K€ de factures à établir.

Les autres créances sont constituées d'avoir non parvenu de la part de la société à ALLIANCE HEALTHCARE GROUP France mère du groupe d'intégration fiscale.

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés sont composées de 8 K€ de dette fournisseurs.

Les autres dettes sont relatives aux avances de trésorerie consenties par ALLIANCE HEALTHCARE France dans le cadre de la centralisation de trésorerie et des charges financières liées.

Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels de l'exercice 2021 ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général, mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques à l'exception des immobilisations ayant fait l'objet d'une réévaluation légale.

Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers nécessite l'utilisation d'hypothèses et d'estimations qui peuvent avoir une incidence sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou/et compte de résultat, ainsi que sur les notes fournies dans l'annexe des comptes annuels. Compte tenu du contexte économique et financier à fin août 2021, ces estimations peuvent devoir être révisées si les bases d'informations sur lesquelles elles ont été établies évoluent. Elles peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Les principales estimations concernent les hypothèses retenues pour :

- L'évaluation et la dépréciation des actifs incorporels et corporels
- L'évaluation des provisions et des engagements de retraite,

Actifs immobilisés

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires),
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production,
- Les actifs acquis à titre gratuit ou par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les coûts d'entrée d'une immobilisation incorporelle correspondent aux seuls coûts directs attribuables au projet.

La mali technique n'est plus comptabilisé en totalité dans le fonds commercial mais en autres immobilisations corporelles, incorporelles et financières selon les actifs auxquels il est affecté. Il suit les mêmes règles d'amortissement et de dépréciation que les actifs sous-jacents auxquels il est affecté.

Les règles d'amortissement et de dépréciation des actifs incorporels et corporels portent sur la notion de durée d'utilisation limitée ou non des actifs immobilisés pour qualifier leur caractère amortissable.

Un actif immobilisé est amortissable lorsque sa durée d'utilisation est limitée.

En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué à la clôture des comptes (article 214-15 du PCG).

La valeur nette comptable de l'actif est alors comparée à sa valeur actuelle.

Immobilisations Incorporelles

Les principales immobilisations incorporelles de l'entreprise sont les suivantes :

- Les logiciels

Conformément au règlement CRC 2004-06 sur les actifs applicables à compter du 1er janvier 2005, les critères suivants doivent être respectés afin de pouvoir inscrire à l'actif une immobilisation incorporelle :

- Le projet doit être clairement identifié, suivi de façon individualisée et fiable,
- Le projet doit avoir de sérieuses chances de réussite technique,
- Intention, capacité et assurance de la faisabilité technique de l'achèvement de l'actif incorporel afin de pouvoir l'utiliser ou le vendre,
- Avantages économiques futurs probables (c'est à dire l'avantage qu'a cet actif de contribuer, directement ou indirectement, à des flux nets de trésorerie au bénéfice de l'entité),
- Disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle,
- Capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses liées à cet actif au cours de son développement.

Clients et autres actifs d'exploitation

Créances Clients et Comptes Rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Leur valeur d'inventaire fait l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur nominale et/ou lorsque des difficultés de recouvrement sont clairement identifiées. Les dépréciations sont évaluées en tenant compte de l'historique des pertes sur créances, de l'analyse de l'antériorité et d'une estimation détaillée des risques.

Autres Créances

Les créances acquises ou apportées pour une valeur décotée sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou d'apport.

L'écart entre la valeur nominale et la valeur d'acquisition ou d'apport n'est comptabilisé en profit qu'après encaissement d'un excédent par rapport au montant inscrit au bilan. Le risque d'irrécouvrabilité ne donne lieu à la constatation d'une dépréciation que si la perte par rapport au nominal de la créance excède le montant de la décote.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque et en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

Provisions pour risques et charges

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation en application du règlement CRC n° 2000- 06 sur les passifs. En fin d'exercice, cette estimation est faite en fonction des informations connues à la date d'établissement des comptes.

Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont couverts par un fonds d'assurance et par la provision pour charge. Les salariés bénéficient, lors de leur départ à la retraite du versement d'une indemnité telle que définie dans la convention collective.

Les calculs de provision sont effectués salarié par salarié en application de la méthode actuarielle dite prospective. Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

Hypothèses économiques :

- taux d'actualisation : 0,80 %
- taux de rendement attendu (long terme) des actifs 3,00 %
- taux de croissance des salaires : 1.50%
- taux d'inflation à long terme : 1,25%

Hypothèses démographiques :

- table de mortalité INSSE TH/TF 13-15
- taux de turnover calculé par tranche d'âge et basé sur l'historique
- âge de départ à la retraite : départ volontaire à 63 ans pour les non cadres et 65 ans pour les cadres.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			558 902
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
TOTAL GENERAL			558 902

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			558 902	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
TOTAL GENERAL			558 902	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TOTAL GENERAL				

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	19 125	58 206		77 331
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	19 125	58 206		77 331
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	16 425			16 425
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	16 425			16 425
TOTAL GENERAL	35 550	58 206		93 756
Dotations et reprises d'exploitation		58 206		
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 820 285	1 820 285	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	15 569	15 569	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	179	179	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	208 680	208 680	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	44 750	44 750	
Charges constatées d'avance	3 632	3 632	
TOTAL GENERAL	2 093 095	2 093 095	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	786 725	786 725		
Personnel et comptes rattachés	177 572	177 572		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	132 115	132 115		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	226 485	226 485		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	46 210	46 210		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	95 069	95 069		
Groupe et associés	1 054 867	1 054 867		
Autres dettes	87 470	87 470		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	2 606 512	2 606 512		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/08/2021	31/08/2020	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
408100	FOURN FACT NON PARVENUES	322 665	13 111	309 554
408200	FOURN GROUPE FACT NON PARVENUES		139 722	-139 722
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		322 665	152 833	169 832
AUTRES DETTES				
419800	PROVISION REMISES COMMERCIALES	79 200		79 200
TOTAL AUTRES DETTES		79 200		79 200
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428100	PROV.SALAIRES A PAYER	9 910		9 910
428200	PROVISION CONGES PAYES	142 789	29 098	113 691
428210	PROV COMPTE EPARGNE TEMPS	1 798	2 651	-853
428626	FRAIS DEPLACEMENTS A PAYER	1 672		1 672
428680	PROVISION INTERESSEMENT		2 558	-2 558
438200	CHARGES A PAYER S/CONGES PAYES	64 315	14 549	49 766
438210	CHARGES A PAYER SUR CET	899	1 325	-426
438400	PROV CHARGES INTERESSEMENT		512	-512
438600	CHARGES A PAYER SUR SALAIRES	4 488		4 488
448601	PROV.FORMATION CONTINUE	18 967	2 491	16 476
448611	PROVISION CFE	832		832
448612	PROV TAXE APPRENTISSAGE	12 124	1 694	10 430
448617	PROVISION CVAE	11 614	2 184	9 430
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		269 408	57 061	212 347
TOTAL CHARGES A PAYER		671 273	209 894	461 379

Compte	Libellé	31/08/2021	31/08/2020	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	CLIENTS FACT A ETABLIR	72 824	292 858	-220 033
418200	CLIENTS GROUPE FACT A ETABLIR	300 494		300 494
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		373 318	292 858	80 461
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		373 318	292 858	80 461

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/08/2021	31/08/2020	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486004	CCA Licence	3 632	3 062	570
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		3 632	3 062	570

Rubriques	Entreprises liées	Participations
ACTIF IMMOBILISE		
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations		
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
ACTIF CIRCULANT		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés	1 689 818	
Autres créances	44 504	
Capital souscrit appelé, non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-7 680	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	-1 054 867	
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participations		
Autres produits financiers		
Charges financières		-6 540

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	68 499		68 499
Résultat exceptionnel à court terme			
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	68 499		68 499

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
-------------------------------------	-------	-----------------	----------

La société ALLIANCE HEALTHCARE SERVICES FRANCE est consolidée dans les comptes de la société :

AmerisourceBergen Corporation

1 West First Avenue

Conshohocken PA 19428

USA

Société de droit américain

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		-116 771
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		-116 771
Variations en cours d'exercice		En moins
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		68 499
	SOLDE	68 499
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		-48 272

1 - Origine	Montant
Report à nouveau antérieur	-166 900
Résultat de l'exercice	68 499
dont résultat courant après impôts :	
Prélèvements sur les réserves	
TOTAL	-98 401

2 - Affectations	Montant
Réserve légale	
Réserve spéciale de plus-values à long terme	
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartitions :	
Report à nouveau	-98 401
TOTAL	-98 401

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	50 000			1
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Ingénieurs et cadres	7	
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens	66	
Ouvriers		
Autres		
TOTAL	73	

Néant

ALLIANCE HEALTHCARE REPARTITION (AHR)
Société par Actions Simplifiée - Au capital de 35 000 000 Euros
Siège Social – 222, rue des Caboeufs - 92230 GENNEVILLIERS
RCS NANTERRE 421 218 132
(« La Société »)

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DU 27 Janvier 2022

Le 27 Janvier, à 9h00, les actionnaires de la société Alliance Healthcare Répartition :

ALLIANCE HEALTHCARE GROUP FRANCE, société par actions simplifiée au capital de 438.506.162 Euros, ayant son siège social 222, rue des Caboeufs à Gennevilliers (92230), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 497 506 162, détenant 3 actions composant le capital social de la Société, représentée à l'effet des présentes par Monsieur Laurent BENDAVID, dûment habilité (ci-après, l'« Associé » ou « AHGF »),

ALLIANCE HEALTHCARE FRANCE SA (AHF), Société Anonyme au Capital 22 107 536.40 Euros, ayant son siège social 222, rue des Caboeufs à Gennevilliers (92230), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 025 420 068, détenant 4 999 997 actions composant le capital social de la Société, représentée à l'effet des présentes par Monsieur Laurent BENDAVID, en sa qualité de Président Directeur Général,

se sont réunis en assemblée générale dans les locaux de la société sur convocation qui leur a été faite par le Président.

Le Cabinet DELOITTE & Associés, Commissaire aux Comptes, régulièrement convoqué s'est excusé.

Le représentant du personnel régulièrement convoqué, Monsieur Stéphane ROHOU est absent excuse.

L'assemblée est présidée par Monsieur Laurent BENDAVID, Madame Béatrice DANRE, assure les fonctions de secrétaire.

Le Président déclare alors au vu de la feuille de présence qu'ils ont émargée en entrant en séance que les actionnaires représentant plus des deux tiers des actions du capital social étant présents, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose ensuite sur le bureau de l'assemblée :

- les copies des lettres de convocation,
- la copie de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes et des membres du CE,
- le texte des résolutions,

- les statuts de la société,
- la feuille de présence à l'Assemblée.

Il dépose également les rapports et documents suivants qui vont être soumis à l'assemblée :

- le bilan et le compte de résultat arrêtés au 31 août 2021,
- son rapport de gestion,
- le rapport du Commissaire aux comptes sur l'exercice clos à cette date et sur les conventions visées à l'article L 227-10 du Code du Commerce.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2021 et quitus au Président et au Commissaire aux comptes,
- Affectation des résultats,
- Conventions visées à l'article L 227-10 du Code du Commerce,
- Modification date de clôture de l'exercice social
- Modifications statutaires
- Pouvoir pour l'accomplissement des formalités.

Le Président déclare alors la discussion ouverte puis il met aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Président sur l'activité et la situation de la société pendant l'exercice 2020/2021 et sur les comptes dudit exercice ainsi que sur l'activité de ses filiales ; la lecture du rapport du commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission au cours de cet exercice, approuve, tels qu'ils ont été présentés les comptes annuels de cet exercice, se soldant par une perte de 16.354.266 €uros.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne au Président et au Commissaire aux Comptes, quitus de l'exécution de leurs mandats pour ledit exercice.

DEUXIEME DECISION

L'assemblée générale constate que le résultat de l'exercice se traduit une perte de 16.354.266 €uros qu'elle décide d'affecter en totalité, au compte report à nouveau.

Il est rappelé qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois exercices précédents.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce, prend acte de sa teneur et l'approuve sans réserve.

QUATRIEME DECISION

L'assemblée décide de modifier les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice social.
Il décide en conséquence, de fixer la date d'ouverture au 1er octobre et la date de clôture au 30 septembre de l'année suivante.
Cette décision applicable à l'exercice en cours, aura pour effet de prolonger sa durée jusqu'au 30 septembre 2022.

CINQUIEME DECISION

En conséquence de la décision qui précède, l'Assemblée décide de modifier l'article 17 des statuts ainsi qu'il suit :

« L'exercice social a une durée d'une année qui commence le 1er octobre et finit le 30 septembre ».

SIXIEME RESOLUTION

Tout pouvoir est donné au porteur d'originaux, de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour effectuer tout dépôt et publication prescrit par la loi.

.....

LAURENT BENDAVID
Président AHGF
PDG AHF

.....



ALLIANCE HEALTHCARE REPARTITION

Société par Actions Simplifiée au capital de 35 000 000 Euros
Siège Social : 222 rue des Cabœufs - 92230 GENNEVILLIERS
RCS NANTERRE 421 218 132

RAPPORT DU PRESIDENT SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2021 EN DATE DU 16 DECEMBRE 2021

Messieurs,

Nous vous avons réunis afin que, conformément aux dispositions légales et réglementaires, vous puissiez examiner les comptes d'exercice de 12 mois clos le 31 août 2021 et vous rendre compte de l'activité de notre société durant ledit exercice.

Votre commissaire aux comptes vous donnera dans son rapport toutes informations quant à la régularité des comptes annuels qui vous sont présentés.

Tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais réglementaires.

Nous vous précisons que les comptes annuels ont été établis selon les formes et les méthodes comptables légales et réglementaires dont le détail est communiqué dans les annexes aux comptes annuels.

Nous reprenons ci-après, successivement, les différentes informations telles que prévues par la réglementation.

ACTIVITES ET RESULTATS DE LA SOCIETE

↳ 1 Evolution du marché et part de marché

Le marché total du médicament de ville a augmenté de 5.2% en valeur sur les 12 derniers mois, la part des ventes réalisées par la répartition progresse moins vite à 4.9% (versus une augmentation de 0.7% l'année passée). Le flux direct est en croissance plus forte à 6.7 % en fort rebond par rapport à l'année passée (croissance de 1.7%).

La part de marché d'Alliance Healthcare Répartition (AHR) est en légère progression pour s'établir à 18.49% sur 12 mois (contre 18.44% un an auparavant).

Au cours du dernier exercice le marché a repris sa croissance après un exercice précédent très perturbé par la crise sanitaire qui avait eu un impact négatif sur le marché du médicament. Des opérations spécifiques ont pu être exécutées dans ce contexte de besoin accru sur certains produits.

AHR a renforcé sa stratégie commerciale en intensifiant sa présence auprès de ses clients, en leur proposant des offres et des services toujours plus adaptés aux contraintes du marché et innovants.

↳ 2 - Chiffre d'affaires net

Le chiffre d'affaires net sur l'exercice écoulé de 12 mois, s'élève à 4 126 363 286 €, en croissance 13,8 % par rapport à l'exercice précédent. Cette croissance a été soutenue par un marché en croissance forte, une part de marché en progression, et les opérations spécifiques liées à la crise sanitaire.

Sur l'année, les unités vendues par Alliance Healthcare Répartition diminuent de 2.8%.

↳ 3 - Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est une perte de 21 628 069 € contre une perte de 22 280 000 €. Cette progression est tirée par la croissance forte du chiffre d'affaire. Les charges d'exploitation augmentent sous l'effet de la croissance de l'activité et d'une baisse du taux de rentabilité liée à l'évolution défavorable du mix produit et d'une pression continue sur les remises.

↳ 4 – Autres éléments

Le résultat financier, principalement constitué d'escomptes commerciaux, s'établit à 4.053.231€ en recul par rapport à l'exercice précédent de 511.318 €.

Le résultat exceptionnel est positif à 1.220.572 €, il est principalement constitué des reprises de provisions constatées du fait des départs intervenus dans le cadre du Plan de Sauvegarde de l'Emploi. Ce résultat exceptionnel inclut les coûts engagés pour les regroupements des sites de Lyon et St Etienne à Montagny, et de Tours, Blois et Poitiers à Sorigny.

Le résultat net est une perte de 16.354.266 € comparable à celle de l'exercice précédent qui s'établissait à 15.279.825 €

ACTIVITES ET RESULTATS DES FILIALES ET SOCIETES CONTROLEES

ALPHEGA : Société anonyme au capital de 301.274 € dont le siège social est 222, rue des Caboeufs – 92230 Gennevilliers
Elle a réalisé un chiffre d'affaires HT de 7.433.399 € et un bénéfice de 1.333.612 €.

ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Nous vous informons que notre société n'a pas engagé de dépenses de recherche et de développement.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Notre société est depuis le 1^{er} juin 2021 filiale de la société AmériSource Bergen Corporation, société cotée américaine, spécialisée dans le commerce de gros de médicaments. Il est précisé qu'afin de nous aligner avec la date de clôture de l'exercice social du groupe nous proposons à l'actionnaire de modifier la date de clôture de l'exercice social de notre société pour la passer du 31 Août au 30 septembre.

La crise sanitaire du COVID 19 a eu des incidences sur le volume d'activité qui ne remettent pas en cause la présentation des comptes sociaux de l'exercice, ni la pérennité des activités de notre société. Aucun dispositif de soutien aux entreprises mis en place par le gouvernement n'a été sollicité par la Société.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE CELUI-CI

Absence d'évènement post-clôture méritant d'être signalé.

PERSPECTIVE D'AVENIR

Le marché du médicament en France devrait continuer à croître sous l'effet de la hausse continue des prix, et voir la rentabilité des répartiteurs rester sous une pression forte malgré les décisions favorables des autorités.

Notre objectif est de reconquérir nos parts de marché, développer nos services aux pharmaciens et laboratoires, promouvoir les marques du groupe (Alvita, Almus et YGS) et adapter nos coûts d'exploitation au nouveau contexte de marge.

Les plans d'action mis en œuvre au cours de l'exercice précédent vont être poursuivis afin de concentrer la société sur l'efficacité opérationnelle et commerciale.

INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT FOURNISSEURS ET CLIENTS

Conformément à l'article D 441 I.-1° et 2° du Code de Commerce, vous trouverez ci-dessous la ventilation des factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice et dont le terme est échu :

	Article D. 441 I. - 1° du Code de commerce : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I. - 2° du Code de commerce : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranche de retard de paiement												
Nombres de factures / relevés concernés	94					578	158					7657
Montant total TTC des factures / relevés concernés	360 816	755 842	520 048	288 160	1 263 485	2 827 535	2 365 642	2 357 354	990 239	2 630 051	5 796 830	11 774 475
Pourcentage du montant total TTC des achats de l'exercice	0,01%	0,02%	0,01%	0,01%	0,03%	0,08%						
Pourcentage du chiffre d'affaires TTC de l'exercice							0,06%	0,06%	0,03%	0,07%	0,15%	0,31%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2
Montant total TTC des factures exclues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 051	23 051
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	* Délais contractuels entre 10 jours date de facture et 45 jours fin de mois * Délais légaux maximum 60 jours date de facture ou 45 jours fin de mois						* Délais contractuels entre 30 et 60 jours date de facture * Délais légaux maximum 60 jours date de facture ou 45 jours fin de mois					

AFFECTATION DES RESULTATS

- Examen des comptes et résultats.

Au cours de cet exercice clos le 31 août 2021, le résultat de l'exercice est une perte de 16.354.266 €.

- Proposition d'affectation du résultat.

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) tels qu'ils vous sont présentés et vous proposons de bien vouloir décider d'affecter la perte de l'exercice de 16.354.266 € au compte report à nouveau.

DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Nous vous rappelons que la société n'a pas distribué de dividendes au cours des trois derniers exercices

DEPENSES SOMPTUAIRES ET DEPENSES NON DEDUCTIBLES

Conformément aux dispositions de l'article 233 quater du CGI, nous vous informons que la société n'a pas engagé de dépenses somptuaires au cours de l'exercice 2020/2021.

Les dépenses non déductibles engagées aux titres des véhicules de société se sont élevées à 134 040 € et 107 974 € pour ce qui concerne respectivement les amortissements non déductibles et la TVTS.

DETENTION DU CAPITAL SOCIAL

Nous n'avons été informés d'aucune modification intervenue au cours de l'exercice écoulé. Conformément à l'article L 233-13 du Code de commerce, nous vous indiquons que la société Alliance Healthcare France SA (AHF) détient 99,99% du capital de la société.

PRISES DE PARTICIPATION

Nous vous rappelons que notre société n'a pris, au cours de l'exercice écoulé, aucune participation au sens de l'article L 233-6 du Code de commerce.

SOCIETES CONTROLEES ET ACTIONS D'AUTOCONTROLE

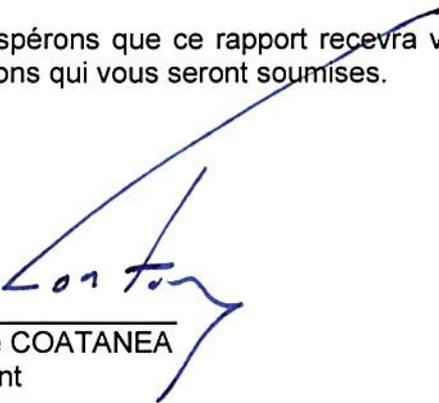
Nous vous informons que notre Société ne possède pas d'actions en autocontrôle.

Notre Société contrôle actuellement la société Alphega ; la part du capital de la société Alphega détenue directement/indirectement par notre Société se monte à 99,76 %.

CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE 227-10 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous informons qu'aucune convention visée aux articles L 227-10 et suivants du Code de commerce n'a été signée au cours de l'exercice écoulé.

Nous espérons que ce rapport recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous seront soumises.



Philippe COATANEA
Président

ALLIANCE HEALTHCARE REPARTITION

Société par actions simplifiée

222 Rue des Caboeufs

92 230 Gennevilliers

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2021

ALLIANCE HEALTHCARE REPARTITION

Société par actions simplifiée

222 Rue des Caboeufs

92 230 Gennevilliers

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2021

Aux associés de la société ALLIANCE HEALTHCARE REPARTITION

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Alliance Healthcare Répartition relatifs à l'exercice clos le 31 août 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er septembre 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 14 janvier 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



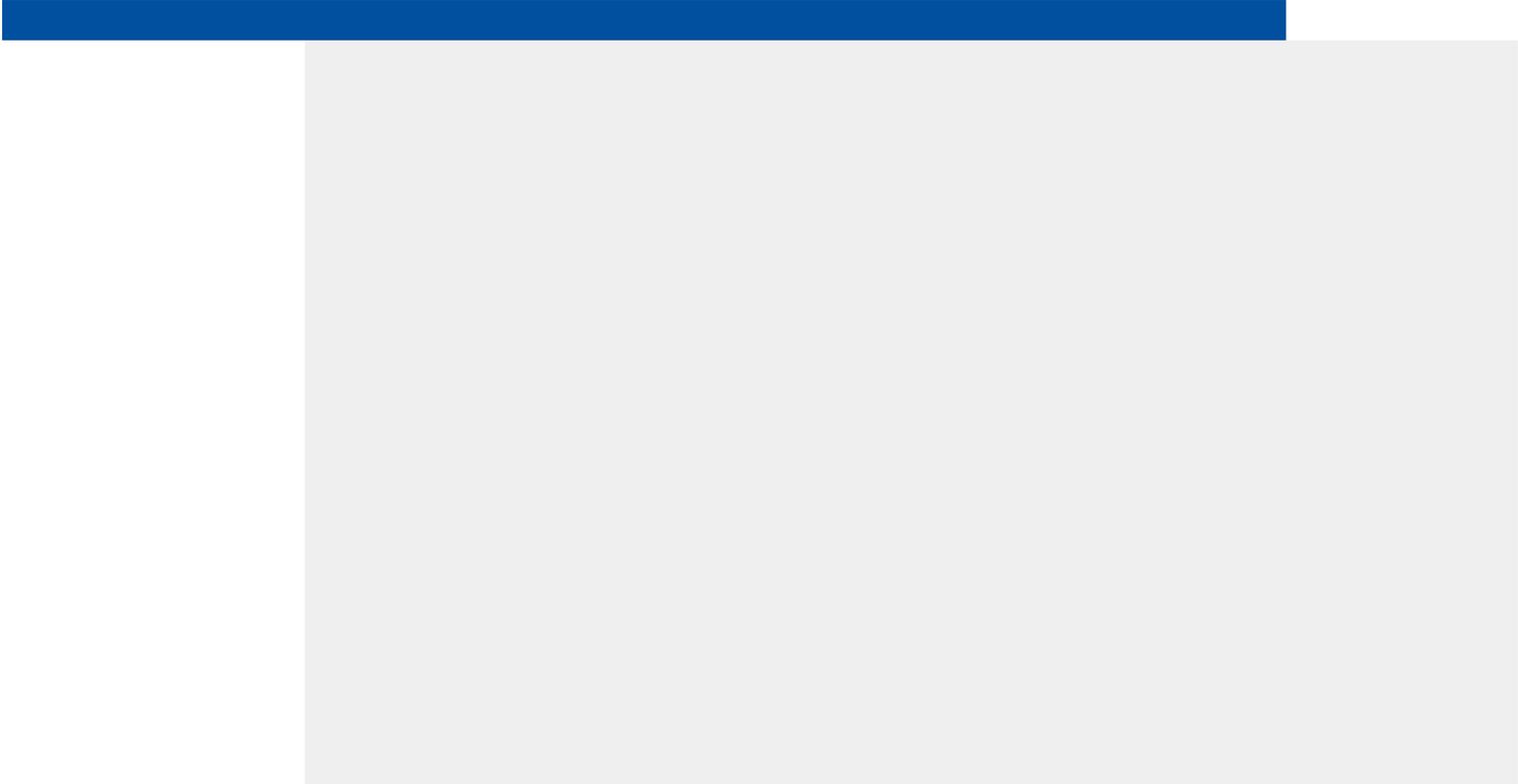
Stéphane RIMBEUF

ALLIANCE HEALTHCARE REPARTITION

222 Rue des Caboeufs

92230 Gennevilliers

Comptes au 31/08/2021



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	2
Bilan - Passif	3
Compte de résultat	4

Annexes

Faits marquants et notes sur les états financiers	7
Principes, règles et méthodes comptables	7
Immobilisations	12
Amortissements	13
Provisions et dépréciations	14
Créances et dettes	15
Charges à payer	16
Produits à recevoir	16
Charges et produits constatés d'avance	16
Ventilation du chiffre d'affaires	16
Eléments sur les postes des entreprises liées	17
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	18
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	19
Variation des capitaux propres	20
Affectation des résultats soumise à approbation de l'AG	21
Composition du capital social	22
Filiales et participations	23
Effectif moyen	24
Engagements hors bilan	25

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/08/2021	31/08/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	65 145 591	63 029 889	2 115 702	2 513 181
Fonds commercial	19 392 824	13 872 861	5 519 963	5 519 963
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	108 930	50 645	58 285	58 285
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	73 014 735	61 042 609	11 972 126	9 852 658
Autres immobilisations corporelles	30 698 176	23 935 319	6 762 857	6 539 576
Immobilisations en cours	7 173 146		7 173 146	4 610 292
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	2 487 684		2 487 684	2 487 679
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	6 094		6 094	6 094
Prêts				
Autres immobilisations financières	242 301		242 301	245 555
ACTIF IMMOBILISE	198 269 482	161 931 322	36 338 160	31 833 283
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	238 656 574	9 460 793	229 195 781	251 250 062
Avances et acomptes versés sur commandes	30 773 507		30 773 507	117 244
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	172 168 475	14 637 902	157 530 573	175 676 372
Autres créances	141 444 873	41 059	141 403 813	232 877 635
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	257 582		257 582	69 878
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	30 373 032		30 373 032	56 728 501
ACTIF CIRCULANT	613 674 042	24 139 754	589 534 288	716 719 693
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	811 943 524	186 071 076	625 872 447	748 552 976

Rubriques	31/08/2021	31/08/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 35 000 000)	35 000 000	35 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	2 248 507	2 248 507
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	3 500 000	3 500 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	16 091 541	16 091 541
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-15 279 825	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-16 354 266	-15 279 825
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	650 901	1 358 428
CAPITAUX PROPRES	25 856 858	42 918 651
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	15 174 377	22 719 342
Provisions pour charges	16 324 778	16 204 280
PROVISIONS	31 499 155	38 923 622
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	93 885 758	139 608 330
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	407 170 255	467 069 922
Dettes fiscales et sociales	41 005 968	40 544 245
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 877 265	1 064 153
Autres dettes	15 200 044	9 416 844
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	9 377 144	9 007 210
DETTES	568 516 434	666 710 703
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	625 872 447	748 552 976

Rubriques	France	Exportation	31/08/2021	31/08/2020
Ventes de marchandises	3 954 541 733	158 377 684	4 112 919 417	3 612 945 004
Production vendue de biens	90 550		90 550	29 940
Production vendue de services	13 353 318		13 353 318	11 531 989
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	3 967 985 601	158 377 684	4 126 363 286	3 624 506 934
Production stockée				
Production immobilisée			242 057	353 530
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			11 054 931	7 906 025
Autres produits			1 219 468	1 388 500
PRODUITS D'EXPLOITATION			4 138 879 742	3 634 154 989
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			3 865 531 136	3 398 025 147
Variation de stock (marchandises)			11 519 244	-6 183 454
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			3 359 464	3 593 239
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			2 152 447	-4 225 763
Autres achats et charges externes			104 216 807	101 107 986
Impôts, taxes et versements assimilés			49 322 501	46 480 744
Salaires et traitements			72 427 409	73 228 072
Charges sociales			34 420 443	35 130 484
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			5 400 266	6 244 823
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			22 725	36 643
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			9 852 521	1 630 225
Dotations aux provisions			2 250 599	1 208 074
Autres charges			32 248	158 769
CHARGES D'EXPLOITATION			4 160 507 811	3 656 434 989
RESULTAT D'EXPLOITATION			-21 628 069	-22 280 000
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			20 790	20 790
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			30	20
Autres intérêts et produits assimilés			7 361 123	7 466 326
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			14	312 063
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			7 381 957	7 799 199
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			3 327 912	3 228 147
Différences négatives de change			814	6 503
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			3 328 726	3 234 649
RESULTAT FINANCIER			4 053 231	4 564 549
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-17 574 838	-17 715 451

Rubriques	31/08/2021	31/08/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	115 044	183 184
Produits exceptionnels sur opérations en capital	37 921	104 000
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	8 287 492	3 398 439
PRODUITS EXCEPTIONNELS	8 440 458	3 685 623
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 477 754	961 093
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	355 211	288 904
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	386 920	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	7 219 885	1 249 997
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 220 572	2 435 626
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	4 154 702 156	3 645 639 810
TOTAL DES CHARGES	4 171 056 422	3 660 919 635
BENEFICE OU PERTE	-16 354 266	-15 279 825

Annexes

Principes généraux

Les comptes annuels de l'exercice 2021 ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général, mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques à l'exception des immobilisations ayant fait l'objet d'une réévaluation légale.

Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers nécessite l'utilisation d'hypothèses et d'estimations qui peuvent avoir une incidence sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou/et compte de résultat, ainsi que sur les notes fournies dans l'annexe des comptes annuels. Compte tenu du contexte économique et financier à fin août 2021, ces estimations peuvent devoir être révisées si les bases d'informations sur lesquelles elles ont été établies évoluent. Elles peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Les principales estimations concernent les hypothèses retenues pour :

- L'évaluation et la dépréciation des actifs incorporels et corporels,
- L'évaluation des provisions et des engagements de retraite,
- L'évaluation de la valorisation des titres de participation.

Actifs immobilisés

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires),
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production,
- Les actifs acquis à titre gratuit ou par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les coûts d'entrée d'une immobilisation incorporelle correspondent aux seuls coûts directs attribuables au projet.

Le mali technique n'est plus comptabilisé en totalité dans le fonds commercial mais en autres immobilisations corporelles, incorporelles et financières selon les actifs auxquels il est affecté. Il suit les mêmes règles d'amortissement et de dépréciation que les actifs sous-jacents auxquels il est affecté.

Les règles d'amortissement et de dépréciation des actifs incorporels et corporels portent sur la notion de durée d'utilisation limitée ou non des actifs immobilisés pour qualifier leur caractère amortissable.

Un actif immobilisé est amortissable lorsque sa durée d'utilisation est limitée.

En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué à la clôture des comptes (article 214-15 du PCG). La valeur nette comptable de l'actif est alors comparée à sa valeur actuelle.

Immobilisations Incorporelles

Les principales immobilisations incorporelles de l'entreprise sont les suivantes :

- Les logiciels, brevets acquis ou créés en interne, marques et licences,
- Droit au bail,
- Le fonds commercial,
- Autres actifs incorporels.

Conformément au règlement CRC 2004-06 sur les actifs applicables à compter du 1er janvier 2005, les critères suivants doivent être respectés afin de pouvoir inscrire à l'actif une immobilisation incorporelle :

- Le projet doit être clairement identifié, suivi de façon individualisée et fiable,
- Le projet doit avoir de sérieuses chances de réussite technique,
- Intention, capacité et assurance de la faisabilité technique de l'achèvement de l'actif incorporel afin de pouvoir l'utiliser ou le vendre,
- Avantages économiques futurs probables (c'est à dire l'avantage qu'a cet actif de contribuer, directement ou indirectement, à des flux nets de trésorerie au bénéfice de l'entité),
- Disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle,
- Capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses liées à cet actif au cours de son développement.

Logiciels

Les logiciels créés, ne remplissant pas les conditions de comptabilisation à l'actif, destinés à usage interne ou à usage commercial sont inscrits principalement en charges. Les logiciels créés sont évalués au coût de production sur la base des temps passés pour la conception des progiciels correspondants. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires augmentés des charges sociales et après application d'un coefficient de charges indirectes. Ils sont amortis linéairement sur la durée de vie probable d'utilisation, généralement comprise entre 3 ans et 7 ans. Les mesures fiscales dérogatoires, permettant un amortissement accéléré de ces logiciels, peuvent être appliquées.

Fonds commercial

Le fonds commercial est constitué des éléments incorporels du fonds de commerce acquis qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entreprise. Il contient le solde résiduel du mali qui n'a pu être affecté (norme 2015-06 ANC).

Il est composé principalement de la clientèle, de l'achalandage, de l'enseigne, du nom commercial et, plus largement, des parts de marché.

Le fonds commercial est présumé avoir une durée d'utilisation non limitée. Cette présomption est réfutable lorsque sa durée d'utilisation est limitée en fonction de critères liés à son utilisation. Il est amorti sur sa durée d'utilisation ou si celle-ci ne peut être déterminée de façon fiable, sur une durée de 10 ans.

Le fonds commercial non amorti fait l'objet d'un test annuel de dépréciation systématique, qu'il y ait ou non un indice de perte de valeur. Il convient de déterminer si sa valeur actuelle est au moins égale à sa valeur comptable. Par contre, le fonds commercial amorti fait l'objet d'un test de dépréciation uniquement en présence d'un indice de perte de valeur à la clôture. Les dépréciations comptabilisées sur le fonds commercial ne sont jamais reprises au résultat.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. L'amortissement pratiqué, qu'il soit linéaire ou dégressif, est équivalent à un amortissement calculé sur la durée d'utilisation réelle du bien. Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

Nature d'immobilisations	Durée
Installations techniques, matériels et outillages industriels	3 à 10 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers	5 à 20 ans
Installations téléphoniques	10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans
Mobilier	10 ans

Immobilisations Financières

Conformément au règlement CRC n° 2004-06 qui a modifié le traitement comptable des titres à compter du 1er janvier 2005, les titres de participation acquis depuis cette date sont évalués selon les règles d'évaluation du coût d'entrée des actifs. Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition constitué du prix d'achat augmenté des coûts directement attribuables. Les actifs acquis par voie d'apport sont comptabilisés à la valeur figurant dans le traité d'apport. Une provision est constatée lorsque la valeur d'utilité des titres devient inférieure à la valeur comptable. L'écart constaté fait l'objet d'une dépréciation des titres, puis, si nécessaire, des créances détenues sur la filiale et éventuellement complétée d'une provision pour risques et charges. La valeur actuelle des titres s'apprécie par rapport à la quote-part de capitaux propres détenue, après prise en compte de la juste valeur des actifs et des passifs de la filiale. Par dérogation au principe du PCG, les reprises de provisions relatives aux titres de participation sont comptabilisées en résultat exceptionnel en cas de cession de titres, afin que l'intégralité des incidences relatives à la cession soit constatée au niveau du résultat exceptionnel.

Autres Immobilisations Financières

Les actions propres sont comptabilisées à leur prix d'acquisition, hors frais. Si, à la clôture de l'exercice, la valeur d'acquisition est supérieure au cours moyen du dernier mois de l'exercice, l'écart fait l'objet d'une dépréciation financière. Les plus ou moins-values de cession sont comptabilisées en résultat exceptionnel suivant la méthode FIFO (First In - First Out). Par dérogation au principe du PCG, les reprises de provisions relatives aux actions propres sont comptabilisées en résultat exceptionnel en cas de cession de titres, afin que l'intégralité des incidences relatives à la cession soit constatée au niveau du résultat exceptionnel. Les actions rachetées dans le cadre d'un contrat de liquidité et les actions sans destination précise sont classées en titres immobilisés.

Stocks

La valorisation du stock a été réalisée comme pour les exercices précédents au dernier prix connu. Compte-tenu de la rotation du stock, cette méthode ne fait pas apparaître de distorsions significatives avec la méthode de valorisation "FIFO".

Le délai d'écoulement octroyé par l'administration de 20 jours pour écouler nos stocks anciens étant supérieur ou égal à notre couverture de stocks, une fois ce délai passé, il ne reste dans les stocks que des marchandises valorisées au dernier prix connu. Cette méthode est donc assimilable à du "FIFO".

Si une différence apparaît entre la valeur de réalisation du stock et son prix d'achat déterminé (dernier prix d'achat connu), une provision pour dépréciation est constituée.

Une provision pour dépréciation est également calculée produit par produit en fonction du délai d'écoulement prévu et des retraits de marché programmés ou enregistrés.

Clients et autres actifs d'exploitation

Créances Clients et Comptes Rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Leur valeur d'inventaire fait l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur nominale et/ou lorsque des difficultés de recouvrement sont clairement identifiées. Les dépréciations sont évaluées en tenant compte de l'historique des pertes sur créances, de l'analyse de l'antériorité et d'une estimation détaillée des risques.

Autres Créances

Les créances acquises ou apportées pour une valeur décotée sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou d'apport.

L'écart entre la valeur nominale et la valeur d'acquisition ou d'apport n'est comptabilisé en profit qu'après encaissement d'un excédent par rapport au montant inscrit au bilan. Le risque d'irrécouvrabilité ne donne lieu à la constatation d'une dépréciation que si la perte par rapport au nominal de la créance excède le montant de la décote.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque et en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

Charges à répartir sur plusieurs exercices

Les commissions bancaires et frais divers versés dans le cadre de la mise en place de crédit sont étalés en charges financières sur la durée de l'emprunt. Lorsque le crédit est remboursé par anticipation, ces commissions et frais sont soldés dans le résultat financier de l'exercice de remboursement.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncées ci-avant. La contrepartie des provisions réglementées est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste "Dotations aux provisions réglementées - Amortissements dérogatoires".

Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la clôture de l'exercice. L'écart de conversion qui résulte de l'actualisation des dettes et créances en devises est inscrit en comptes de régularisation, à l'actif s'il s'agit d'une perte latente et au passif s'il s'agit d'un profit latent. Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

Provisions pour risques et charges

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation en application du règlement CRC n° 2000- 06 sur les passifs. En fin d'exercice, cette estimation est faite en fonction des informations connues à la date d'établissement des comptes.

Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont couverts par un fonds d'assurance et par la provision pour charge. Les salariés bénéficient, lors de leur départ à la retraite du versement d'une indemnité telle que définie dans la convention collective.

Les calculs de provision sont effectués salarié par salarié en application de la méthode actuarielle dite prospective. Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

Hypothèses économiques :

- taux d'actualisation : IFC 0,80 %
- taux de rendement attendu (long terme) des actifs 3,00 %
- taux de croissance des salaires : 1.50%
- taux d'inflation à long terme : 1,25%

Hypothèses démographiques :

- table de mortalité INSEE TH/TF 13-15
- taux de turnover calculé par tranche d'âge et basé sur l'historique
- âge de départ à la retraite : départ volontaire à 63 ans pour les non cadres et 65 ans pour les cadres.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	94 751 124		843 763
Terrains	108 930		
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	75 342 292		4 982 559
Installations générales, agenc., aménag.	23 049 104		1 444 023
Matériel de transport	178 957		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	12 898 971		601 305
Emballages récupérables et divers	1 391 591		
Immobilisations corporelles en cours	4 610 292		2 686 950
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	117 580 138		9 714 837
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	2 487 679		5
Autres titres immobilisés	6 094		
Prêts et autres immobilisations financières	245 555		9
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 739 328		14
TOTAL GENERAL	215 070 590		10 558 614

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		11 056 472	84 538 415	
Terrains			108 930	
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.		7 310 116	73 014 735	
Installations générales, agencements divers		1 833 680	22 659 447	
Matériel de transport		10 238	168 718	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		6 981 914	6 518 363	
Emballages récupérables et divers		39 944	1 351 647	
Immobilisations corporelles en cours	124 095	1	7 173 146	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	124 095	16 175 893	110 994 987	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			2 487 684	
Autres titres immobilisés			6 094	
Prêts et autres immobilisations financières		3 262	242 301	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		3 262	2 736 079	
TOTAL GENERAL	124 095	27 235 627	198 269 482	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	72 845 120	1 236 292	11 051 523	63 029 889
Terrains	50 645			50 645
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	65 113 494	2 445 728	6 915 478	60 643 744
Installations générales, agenc. et aménag. divers	17 288 648	1 147 241	1 734 780	16 701 110
Matériel de transport	178 957		10 238	168 718
Matériel de bureau et informatique, mobilier	12 119 851	571 005	6 977 012	5 713 844
Emballages récupérables, divers	1 391 591		39 944	1 351 647
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	96 143 186	4 163 974	15 677 453	84 629 707
TOTAL GENERAL	168 988 306	5 400 266	26 728 975	147 659 596

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.				13 745			-13 745
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.				253 044			-253 044
Install. Gén.				34 525			-34 525
Mat. Transp.							
Mat bureau				635			-635
Embal récup.							
CORPOREL.				288 203			-288 203
Acquis. titre							
TOTAL				301 949			-301 949

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix	405 578		405 578	
Amortissements dérogatoires	952 850		301 949	650 901
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 358 428		707 527	650 901
Provisions pour litiges	290 013	35 000		325 013
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	16 204 280	1 565 599	1 445 101	16 324 778
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	22 429 329	650 000	8 229 965	14 849 364
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	38 923 622	2 250 599	9 675 066	31 499 155
Dépréciations immobilisations incorporelles	13 872 861			13 872 861
Dépréciations immobilisations corporelles	376 140	22 725		398 865
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	1 484 544	8 776 249	800 000	9 460 793
Dépréciations comptes clients	14 378 294	1 053 797	794 189	14 637 902
Autres dépréciations	18 585	22 474		41 059
DEPRECIATIONS	30 130 424	9 875 245	1 594 189	38 411 480
TOTAL GENERAL	70 412 474	12 125 844	11 976 782	70 561 536
Dotations et reprises d'exploitation		12 125 844	3 689 290	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles			8 287 492	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	242 301	242 301	
Clients douteux ou litigieux	23 599 025	23 599 025	
Autres créances clients	148 569 450	148 569 450	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	392 427	392 427	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	1 378 287	1 378 287	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	7 815 959	7 815 959	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	110 304	110 304	
Groupe et associés	110 648 138	110 648 138	
Débiteurs divers	21 099 757	21 099 757	
Charges constatées d'avance	30 373 032	30 373 032	
TOTAL GENERAL	344 228 681	344 228 681	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	9		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	9		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	407 170 255	407 170 255		
Personnel et comptes rattachés	13 385 024	13 385 024		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	12 767 450	12 767 450		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	12 337 535	12 337 535		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	2 515 958	2 515 958		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 877 265	1 877 265		
Groupe et associés	2 238	2 238		
Autres dettes	15 197 806	15 197 806		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	9 377 144	9 086 715	290 429	
TOTAL GENERAL	474 630 676	474 340 247	290 429	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/08/2021	Total 31/08/2020	%
Ventes de marchandises	3 954 541 732	158 377 684	4 112 919 416	3 612 945 003	13,84 %
Production vendue - biens	90 550		90 550	29 940	202,44 %
Production vendue - services	13 353 318		13 353 318	11 531 988	15,79 %
Dont : Prestation de services	6 328 798		6 328 798	4 234 786	49,45 %
Dont : Commissions et courtage	2 346 363		2 346 363	2 691 351	-12,82 %
Dont : Locations diverses	1 498 763		1 498 763	1 511 434	-0,84 %
Dont : Autres produits d'activités annexes	3 179 394		3 179 394	3 094 419	2,75 %
TOTAL	3 981 338 918	158 377 684	4 139 716 602	3 636 038 920	13,85 %

Rubriques	Entreprises liées	Participations
ACTIF IMMOBILISE		
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations		
Créances rattachées à des participations	2 867 972	502 677
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
ACTIF CIRCULANT		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	111 649 590	
Capital souscrit appelé, non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 876 783	152 681
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 238	
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participations	20 790	
Autres produits financiers		
Charges financières	10 233	

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-17 574 837		-17 574 837
Résultat exceptionnel à court terme	1 220 572		1 220 572
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	-16 354 265		-16 354 265

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
-------------------------------------	-------	-----------------	----------

La société Alliance Healthcare Répartition est consolidée dans les comptes de la société

AmeriSource Bergen Corporation
1 West First Avenue
Conshohocken PA 19428 USA
Société de droit américain

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		42 918 651
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		42 918 651
Variations en cours d'exercice		En moins
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		707 527
Autres variations		
Résultat de l'exercice		16 354 265
	SOLDE	17 061 792
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		25 856 859

1 - Origine	Montant
Report à nouveau antérieur	-15 279 825
Résultat de l'exercice	-16 354 266
dont résultat courant après impôts :	
Prélèvements sur les réserves	
TOTAL	-31 634 090

2 - Affectations	Montant
Réserve légale	
Réserve spéciale de plus-values à long terme	
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartitions :	
Report à nouveau	-16 354 265
TOTAL	-16 354 265

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	5 000 000			7
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
ALPHEGA	301 274	99,76	2 487 684		7 433 399
Gennevilliers 92	15 560 559		2 487 684		1 333 611
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pension	
Autres engagements donnés	242 650
Cautions bancaires auprès des douanes	29 750
Cautions bancaires LCL loyers	212 900
TOTAL	242 650